Schweizerischer Städteverband

Geschäftsstelle
Florastrasse 13
3000 Bern 6

Städteinitiative Sozialpolitik

Geschäftsstelle
Stadt Luzern/Sozialdirektion
Hirschengraben 17
6002 Luzern

Seul le texte prononcé fait foi

Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA)
Le 20 janvier 2009 à Berne

L'évolution de la politique suisse d'intégration du point de vue des villes et des communes: intégration et partenariat ne font qu'un.

Par Ruedi Meier,
conseiller municipal, directeur des Affaires sociales de la ville de Lucerne et président de l'Initiative des villes : Politique sociale

Madame, Monsieur,

Villes et communes proches de leurs habitants

1. Tout le monde sait que la Suisse dispose d'une structure à trois niveaux: la Confédération, les cantons et les communes. Mais, rares sont ceux qui savent (et c'est pourquoi il importe de le souligner encore et encore) que près des deux tiers de la population de la Suisse vit en zone urbaine. Cette situation est mise en lumière de manière réaliste par la CTA ou plus précisément par son dispositif conventionnel et les coopérations qu'elle a stimulés. Force est de constater cependant qu'une grande minorité (soit environ un tiers) de la population suisse vit dans les campagnes et les régions périphériques, un pourcentage non négligeable. Par conséquent, si notre pays est essentiellement urbain, il possède également une importante minorité rurale.

2. Autre fait primordial (et pourtant trop souvent ignoré): les villes et les communes sont particulièrement proches des habitants et à l'écoute des problèmes et des préoccupations de ces derniers. Elles ont rapidement connaissance des réelles difficultés auxquelles ceux-ci sont confrontés dans leur vie quotidienne.

Dans ces circonstances, il est indispensable que les villes et les communes soient associées à la politique nationale si l'on veut relever les défis sociaux, économiques et écologiques d'aujourd'hui. Même s'il importe de définir clairement les compétences et les tâches de chacun des trois niveaux de la structure étatique dans un souci de démocratie, de transparence et d'efficacité, les acteurs impliqués doivent adopter une attitude partenariale et non hiérarchique.

La politique d'intégration dans le domaine de la migration: une tâche pluridisciplinaire

Ce besoin général de partenariat étatique est également constaté dans le débat actuel relatif à l'évolution de la politique d'intégration:

- d'une part, la politique d'intégration doit résoudre un problème urbain de taille, eu égard notamment à la population migrante;
- d'autre part, cette mission politique recouvre dans une large mesure les champs politiques les plus divers, répartis sur les trois niveaux étatiques.

Ce débat aborde de multiples questions (de participation et de naturalisation, de politique culturelle et de politique religieuse, d'égalité des chances, d'école enfantine, d'école obligatoire, de formation professionnelle et de qualification complémentaire, de politique sociale et de politique de la santé) qui ne peuvent être réglées que par une action commune, basée sur une grande coordination et une collaboration sans faille. A la CTA, cette exigence fondamentale est remplie de manière exemplaire dans le cadre du présent projet relatif à l'évolution de la politique d'intégration dans le domaine de la migration.

De la nécessité de prendre davantage en compte l'intégration dans le monde politique

J'en ai terminé avec ces quelques considérations sur la responsabilité politique dans ce projet, qui d'ailleurs, d'après les villes et les communes, est en bonne voie. Mais, ces dernières se réjouissent tout autant du simple fait que les politiques ont reconnu que l'intégration constituait un défi capital de notre temps et qu'il y avait encore beaucoup à faire en Suisse dans ce domaine.

L'adoption de certaines mesures à différents niveaux, en mains endroits et dans de nombreux domaines ne doit pas nous faire oublier que les acteurs des milieux politique et social ne sont pas encore d'accord sur le fait:

- que la Suisse dépend de la migration;
- que les Suisses tirent, malgré tout, profit de la migration;
- que la migration a certes une utilité économique, mais aussi des conséquences financières dans la mesure où une politique d'intégration durable et à grande échelle engendre bien évidemment des coûts.

L'intégration est également du ressort des forces sociales. Cependant, elle représente une tâche si complexe qu'il est difficile de l'encourager sans le soutien de l'Etat (en matière de gestion, de coordination et, en partie, de financement). A notre époque marquée par l'intensification de la collaboration et des réseaux à l'échelle européenne, voire internationale, l'intégration constitue même une priorité étatique. Ce n'est donc que grâce à l'engagement et à la collaboration des forces socio-culturelles et à l'intervention de l'Etat que nous y parviendrons.

Il est toutefois évident que l'intégration ne peut être couronnée de succès que si les migrants eux-mêmes sont disposés à collaborer. Faire preuve d'ouverture vis-à-vis de la culture du pays hôte, apprendre la langue des autochtones pour pouvoir communiquer avec eux et accepter l'ordre juridique de l'Etat d'accueil sont autant de preuves irrémédiables de cette bonne volonté.

En résumé, l'intégration ne peut réussir que si tous les acteurs concernés sont prêts à y contribuer.

L'urgence d'un soutien pour une partie de la population migrante

C'est surtout dans les villes et dans les communes qu'il arrive que certains migrants ne parviennent pas à faire face aux problèmes. Souvent il leur manque les qualifications professionnelles nécessaires pour retrouver du travail en cas de chômage. D'autres sont engagés dans des branches à bas salaires («working poor») et leur mauvaise rémunération ne leur permet pas de subvenir aux besoins de leur famille.

De même, les enfants rencontrent d'énormes obstacles à l'école, qui les conduiront, plus tard, à des difficultés lorsqu'ils seront amenés à suivre une formation. Le message est pourtant clair: il faut une politique d'intégration étatique qui soutienne la première génération de sorte qu'elle puisse se prendre en charge. Mais, il faut aussi une politique d'intégration qui accroisse les chances professionnelles et, partant, sociales des enfants issus de familles de migrants.

Ces dernières années, le niveau de qualification professionnelle des migrants a quelque peu évolué. La Suisse accueille de plus en plus de personnes qualifiées, qui ont conscience de leur valeur et savent parfaitement se sortir de situations difficiles. Mais, là encore, la politique d'intégration a un rôle à jouer : il s'agit de favoriser l'acceptation de la culture de l'autre et la tolérance mutuelle. Des débats concernant ce type de migration et ses conséquences doivent être possibles et mis sur pied.

Epauler les villes et les communes

Sous quelles formes les villes et les communes s'engagent-elles aujourd'hui dans ce projet relatif à l'évolution de la politique d'intégration dans le domaine de la migration?

- Elles coorganisent les auditions régionales qui ont lieu dans les villes de Lausanne, Berne, Lucerne et Winterthour (voir ci-dessous).
- Elles mettent leurs spécialistes et leurs compétences à disposition.
- Elles sont disposées à exécuter les tâches qui leur seront attribuées à l'issue de ce processus politique. A preuve: nombre d'entre elles ont déjà institué des bureaux pour l'intégration.

Qu'attendent les villes et les communes de la Confédération et des cantons?

- La politique d'intégration doit être une mission commune. Et qui dit mission commune dit également financement commun assorti d'une plus grande solidarité en matière de politique financière.
- Les villes et les communes attendent de la Confédération et des cantons une certaine continuité et un engagement à long terme, sur le plan financier notamment.

Pour conclure, un bref bilan: les villes et les communes approuvent sans réserve aucune la voie sur laquelle s'est engagée la politique d'intégration. Elles estiment que ce serait un progrès essentiel si la politique d'intégration et la politique migratoire devenaient une tâche commune à accomplir de manière solidaire par la Confédération, les cantons, les villes et les communes. De même, elles jugent que la CTA offre un forum politique idéal pour traiter ces questions. Reste à espérer que le partenariat, déjà engagé, sera également respecté au quotidien par les politiques.

Renseignements complémentaires

Bureau de l'Initiative des villes: Politique sociale, c/o Direction de la sécurité sociale et de l'environnement de la ville de Lucerne,
tél.: 041 208 81 32, courriel: sod@stadtluzern.ch
Ruedi Meier, président de l'Initiative des villes